



ECONEWS



ÉCONOMIE

SITUATION SOCIALE AU LUXEMBOURG : L'EUROPE S'INQUIÈTE !

Chaque automne, l'Europe dresse l'inventaire des enjeux sociaux et économiques auxquels les États membres doivent faire face¹. Cette année, pour la première fois, le Luxembourg figure parmi les pays placés sous surveillance. Il sera donc soumis prochainement à une analyse détaillée de la Commission. En cause, des risques pour la « convergence sociale ascendante² » ont été identifiés pour le Luxembourg ainsi que pour la Bulgarie, l'Estonie, l'Espagne, l'Italie, la Lituanie, la Hongrie, la Roumanie, la Grèce et la Croatie.

1. DES TRANSFERTS SOCIAUX MOINS EFFICACES POUR LUTTER CONTRE LA PAUVRETÉ

Comme le souligne la proposition du Rapport conjoint sur l'emploi (JER)³, la situation sociale au Luxembourg s'est significativement dégradée en 2023, notamment dans les domaines du coût du logement et de la pauvreté. La part des personnes exposées au risque de pauvreté ou d'exclusion sociale⁴ a atteint 21,4 %, un niveau légèrement supérieur à la moyenne européenne (21,3 %). Cette tendance est encore plus marquée pour les enfants, avec un taux de 26,1 % contre 24,8 % dans l'UE, reflétant une situation particulièrement difficile pour beaucoup d'enfants et d'adolescents. Ces évolutions préoccupantes s'expliquent principalement par la hausse des prix, qui a amplifié la privation matérielle et sociale, et par une pauvreté en milieu professionnel toujours élevée.

De plus, l'efficacité des transferts sociaux⁵ (hors pensions) dans la réduction de la pauvreté s'est effondrée au Luxembourg, passant de 40,4 % en 2018 à seulement 27,4 % en 2023. Cette mauvaise performance place le Luxembourg dans le dernier tiers du classement des États membres avec un score inférieur de plus de 7 points de pourcentage par rapport à l'ensemble de l'UE (34,7 %).

1 Cette initiative fait partie de la deuxième partie du paquet d'automne du Semestre européen

2 La convergence ascendante est « une dynamique dans laquelle les performances des États membres de l'UE s'améliorent dans un domaine ou dans un ensemble de domaines donnés, tandis que les écarts entre les États membres se réduisent » (Eurofound)

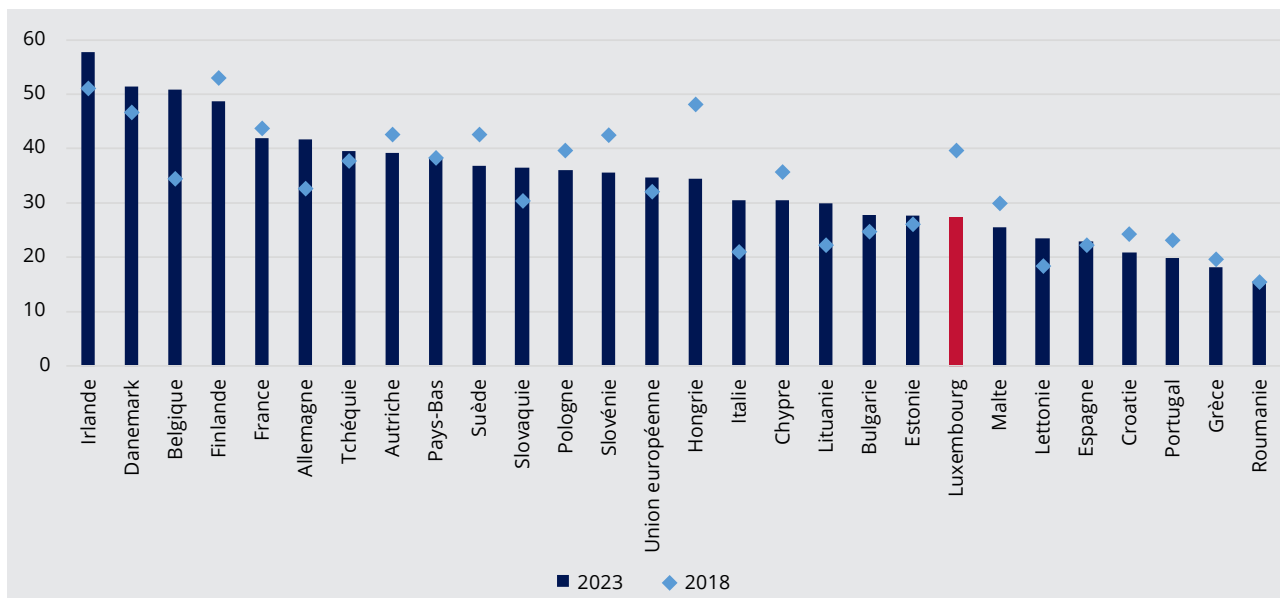
3 Joint Employment report (2024)

4 Aussi appelé AROPE pour "At-risk-of poverty"

5 Réduction en pourcentage du taux de risque de pauvreté due aux transferts sociaux (calculée en comparant les taux de risque de pauvreté avant les transferts sociaux avec ceux après les transferts sociaux. Les pensions ne sont pas considérées comme des transferts sociaux dans ces calculs) (Eurostat).



Impact des transferts sociaux (pensions exclues) sur la réduction de la pauvreté, UE et États membres, 2023



Source : Eurostat

2. UNE SURCHARGE LIÉE AUX COÛTS DU LOGEMENT AU-DESSUS DE LA MOYENNE

Le coût du logement demeure un problème structurel majeur, pesant lourdement sur les budgets des ménages. En 2023, 11,5 % des résidents luxembourgeois subissaient une surcharge⁶ liée au logement⁷, contre 8,8 % pour la moyenne européenne. Au Luxembourg, ce taux atteint 29,3 % pour les personnes seules avec enfants contre 16,6 % pour l'ensemble de l'UE. Le taux de surcharge des coûts liés au logement concerne également plus d'un adulte seul sur quatre de moins de 65 ans (27,6 %) et 23,4 % des personnes seules tous âges confondus, ce qui montre clairement l'ampleur du problème. Comme mentionné dans le rapport, ce phénomène s'explique par une combinaison de facteurs : une croissance démographique rapide, une offre de logements limitée et des disparités de revenus importantes.

3. UN CHÔMAGE À SURVEILLER

Selon le rapport JER, le marché du travail a nettement perdu de son dynamisme en 2023. Le taux d'emploi s'est maintenu à 74,8 %, légèrement en dessous de la moyenne européenne, tandis que le taux de chômage a atteint 5,2 %, après deux années consécutives de recul modéré. Ce dernier est désormais jugé « à surveiller ». Le chômage de longue durée a également progressé, atteignant 1,7 % (+0,4 point par rapport à l'année précédente).

Les inégalités sur le marché du travail se creusent également : l'écart d'emploi entre les personnes handicapées et le reste de la population a bondi de 15,2 points en 2023, atteignant 23,7 points contre 21,5 dans l'UE. La situation des jeunes NEET (ni en emploi, ni en éducation, ni en formation) reste relativement stable à 8,5 %, mais nécessite une vigilance accrue selon les analyses menées au niveau européen.

4. LES COMPÉTENCES NUMÉRIQUES EN RECUL

Les compétences numériques, essentielles à la double transition écologique et numérique, posent un défi croissant. En 2021, 63,8 % des adultes possédaient des compétences numériques de base ou avancées, un pourcentage qui est tombé à 60,1 % en 2023, une détérioration marquée alors que la plupart des États membres de l'UE enregistrent des progrès. Bien que ce chiffre reste supérieur à la moyenne européenne (55,6 %), cette tendance négative doit aussi être prise au sérieux et faire l'objet d'une analyse approfondie.

⁶ Cet indicateur correspond au pourcentage de la population vivant dans un ménage où les dépenses totales de logement (nettes des allocations de logement) représentent plus de 40 % du revenu disponible total du ménage (net des allocations de logement).

⁷ Le rapport avance un taux de surcharge de 22,7 %. Toutefois, le tableau de bord social présentant les chiffres à jour donne un taux de surcharge de 11,5 % pour le total de la population. Quoi qu'il en soit, celui-ci se trouve bien au-dessus du taux de l'ensemble des pays européens (8,8 %) juste derrière l'Allemagne (13,0 %), le Danemark (15,4 %) et la Grèce (28,5 %).

5. CONCLUSION : UN APPEL À L'ACTION FACE À DES RISQUES CROISSANTS

Bien que le Luxembourg enregistre de bons résultats en matière de garde d'enfants ou de décrochage scolaire par exemple, le pays ne se trouve pas en si bonne posture puisque sur 17 indicateurs du tableau de bord social⁸, pas moins de huit indicateurs clés sont jugés « critiques » ou « à surveiller ». À noter que certains enregistrent même une détérioration. Le rapport réalisé par les instances européennes estime donc indispensable une analyse approfondie et vraisemblablement des mesures correctrices pour redresser la trajectoire. Cette situation sociale alerte donc d'autres acteurs et la CSL encourage une prise de décisions forte en la matière pour la convergence européenne certainement mais pour les résidents et salariés du Luxembourg avant tout.

		Meilleurs résultats	Mieux que la moyenne	Bon mais à surveiller	Dans la moyenne	Faible mais en amélioration	À surveiller	Situations critiques
Égalité des chances	Participation des adultes à l'apprentissage (au cours des 12 derniers mois, hors formation en milieu de travail, % de la population âgée de 25 à 64 ans)		x					
	Taux de sortie prématurée de l'éducation et de la formation (% de la population âgée de 18 à 24 ans)		x					
	Part des individus possédant des compétences numériques de base ou supérieures (% de la population âgée de 16 à 74 ans)						x	
	Taux de jeunes NEET (ni en emploi, ni en éducation, ni en formation) (% de la population âgée de 15 à 29 ans)			x				
	Écart entre les genres dans l'emploi (en points de pourcentage)				x			
	Ratio du quintile de revenus (S80/S20)					x		
Conditions de travail équitables	Taux d'emploi (% de la population âgée de 20 à 64 ans)				x			
	Taux de chômage (% de la population active âgée de 15 à 74 ans)						x	
	Taux de chômage de longue durée (% de la population active âgée de 15 à 74 ans)						x	
	Croissance du revenu disponible brut des ménages par habitant (2008=100)				x			
Protection sociale et inclusion	Taux de risque de pauvreté ou d'exclusion sociale (% de la population totale)						x	
	Taux de risque de pauvreté ou d'exclusion sociale pour les enfants (% de la population âgée de 0 à 17 ans)						x	
	Impact des transferts sociaux (autres que les pensions) sur la réduction de la pauvreté (% de réduction de l'AROPE)						x	
	Écart d'emploi des personnes handicapées (en points de pourcentage)						x	
	Charge excessive des coûts de logement (% de la population totale)							x
	Part des enfants de moins de 3 ans bénéficiant de structures d'accueil formelles (% de la population âgée de moins de 3 ans)	x						
	Besoins non satisfaits autodéclarés en soins médicaux (% de la population âgée de 16 ans et plus)		x					

Mise en contexte : Le Semestre européen s'inscrit dans le cadre de la gouvernance économique de l'Union européenne. Il permet aux États membres d'aligner leurs politiques économiques et budgétaires sur les règles arrêtées au niveau de l'UE⁹. Ce processus de coordination des politiques socio-économiques se déroule chaque année à partir du mois de novembre. Une des finalités est de coordonner les politiques sociales et de l'emploi et en assurer le suivi. Pour cela, la Commission européenne et le Conseil élaborent le Rapport conjoint sur l'emploi (JER) qui examine la situation de l'emploi dans l'Union européenne ainsi que la mise en œuvre des lignes directrices pour l'emploi. Ce rapport fournit chaque année un panorama des principales évolutions sociales et de l'emploi dans l'Union, tout en analysant les politiques récentes des États membres. Il identifie également les priorités clés pour orienter les actions politiques. Le rapport vise aussi à identifier les risques liés à la convergence sociale et propose des solutions pour renforcer cette convergence¹⁰.

⁸ Le tableau de bord social mis à jour par Eurostat comporte seulement 16 indicateurs, l'indicateur sur la participation des adultes à la formation étant absent de ce dernier mais présent dans le JER.

⁹ <https://www.consilium.europa.eu/fr/policies/european-semester/>

¹⁰ JER 2024